

Nationalisme dans les Balkans: étude comparée des révolutions Turque de 1908 et Grecque de 1909

Dimitri Kitsikis

Volume 6, Number 1, 1971

St. John 1971

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/030467ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/030467ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0068-8878 (print)

1712-9109 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Kitsikis, D. (1971). Nationalisme dans les Balkans: étude comparée des révolutions Turque de 1908 et Grecque de 1909. *Historical Papers / Communications historiques*, 6(1), 225–247. <https://doi.org/10.7202/030467ar>

NATIONALISME DANS LES BALKANS:
ETUDE COMPAREE DES REVOLUTIONS
TURQUE DE 1908 ET GRECQUE DE 1909

DIMITRI KITSIKIS

Université d'Ottawa

I — IMPORTANCE DE LA METHODE COMPARATIVE

Dans toutes les sciences la comparaison systématique est devenue une méthode essentielle. En histoire beaucoup moins. Malgré les brillants ouvrages de Crane Brinton, *The Anatomy of Revolution* (qui date déjà de 1938) et de Robert Kann, *The Problem of Restoration* (paru en 1968), trop d'historiens encore travaillent sur du matériel historique, sans le comparer à du matériel voisin, surtout ceux des historiens qui travaillent sur l'histoire intérieure d'un pays.

Pour ce qui est de la Turquie et de la Grèce, aux XIX^e et XX^e siècles, les historiens de la période contemporaine, de chacun de ces deux pays, ne se préoccupent guère de comparer leur évolution intérieure. Et pourtant, la vie des peuples turc et grec continue, depuis près d'un millénaire, à être intimement liée.

Je vais donc essayer de comparer, deux révolutions essentielles, la révolution turque de 1908 et la révolution grecque de 1909.

II — ATTAQUE DE LA THEOCRATIE ORTHODOXE ET
MUSULMANE PAR LES TENANTS DE L'ETAT JACOBIN

Dans l'Empire ottoman toute l'organisation de la société était fondée sur la religion. Les deux principales religions étaient l'islamisme sunnite et le christianisme orthodoxe. Les peuples de l'Empire (à l'exception des Juifs, des Arméniens et des catholiques, relativement peu nombreux), étaient regroupés dans ces deux communautés religieuses. La communauté orthodoxe regroupait, sous la domination de l'oligarchie grecque, les Slaves, les Roumains, les Grecs et une partie des Albanais; la communauté musulmane regroupait sous la domination de l'oligarchie turque et albanaise, les Arabes, les Kurdes, les Albanais et les Turcs. La communauté orthodoxe était dirigée, sur le plan religieux, comme sur le plan temporel, par le patriarche oecuménique grec. La communauté musulmane était dirigée sur le plan religieux, comme sur le plan temporel, par le sultan calife, qui était, en même

temps le chef politique suprême des chrétiens orthodoxes et de tous les peuples de l'Empire. En fait, les Turcs, aidés par les Albanais musulmans (ou Turcalbanais) étaient le premier peuple de l'Empire, les Grecs le second, et l'ensemble de la population ottomane subissait une double domination turco-grecque. Les Roumains avaient autant à se plaindre de leurs princes grecs que les Arabes de leurs pachas turcs.

En 1798, l'Eglise grecque publia une brochure à Istanbul, intitulée, "Instructions paternelles", destinée aux fidèles, et qui disait:

Voyez, comme notre Seigneur, miséricordieux et omniscient a arrangé les choses, afin de préserver à nouveau l'intégrité de notre foi sainte et orthodoxe . . . Il a élevé du néant ce puissant royaume des Ottomans, à la place de notre royaume romain [c'est-à-dire byzantin] qui avait de toute façon commencé à dévier, pour ce qui est de notre esprit chrétien orthodoxe. Et il a élevé ce royaume ottoman au dessus de tout autre royaume, afin de prouver, de façon certaine, que ceci est en accord avec sa volonté divine . . . Frères . . . bouchez vos oreilles et ne faites pas du tout attention à tous ces nouveaux espoirs de liberté que l'on professe . . . L'écriture sainte dit que nous devons prier constamment pour notre roi [le sultan].¹

a) *La tentative avortée de Rhigas Phéraiös, en 1798*

La tentative révolutionnaire à laquelle faisait allusion cette brochure de l'Eglise grecque orthodoxe, écrite vraisemblablement par le patriarche oecuménique lui-même, était celle du bourgeois grec Rhigas dit Phéraiös (1757-1798). Au moment où celui-ci allait déclencher la révolution dans les Balkans, il fut arrêté et mis à mort par les autorités ottomanes, en juin 1798. Le patriarche grec d'Istanbul avait menacé d'excommunier tous ceux qui lisaient les écrits révolutionnaires de Rhigas.

La tentative de Rhigas est intéressante, parce que le caractère de sa révolution se retrouve dans la révolution jeune-turque de 1908. C'est une révolution bourgeoise, politique et sociale, bien plus que nationale, du type de la révolution française de 1789, inspirée d'ailleurs directement du jacobinisme français. Elle était donc condamnée, par avance, dans un Etat multinational, aussi marqué par les différences ethniques, qu'était l'Empire ottoman. Ces différences ethniques étaient bien plus marquées que celles qui existaient entre les provinces françaises, en 1789. Une telle révolution pouvait, encore moins, réussir 110 ans plus tard, à un moment où la conscience nationale des différents peuples de cet Etat avait beaucoup augmentée. C'est pourquoi, bien que les

Jeunes-Turcs, en 1908, aient eux, contrairement à Rhigas, réussi à s'emparer du pouvoir, ils ne purent atteindre leur objectif et leur Etat national bourgeois unitaire fut entièrement démantelé dix ans plus tard.

Mais voyons d'abord le programme de Rhigas, à la fin du XVIIIe siècle: il rédigea et fit imprimer, en 1797, un projet de constitution républicaine qu'il voulait donner à l'Empire ottoman, après le renversement de la monarchie, s'il réussissait dans son entreprise révolutionnaire. L'Empire ottoman aurait été rebaptisé non point République ottomane mais République hellénique, tout en conservant les mêmes limites territoriales qu'auparavant. Cette constitution est directement inspirée de la Constitution jacobine de 1793, c'est-à-dire de la plus radicale des constitutions de la Révolution française. Mais la constitution de Rhigas de 1797 est sur certains points, encore plus radicale que la constitution jacobine. Par exemple, Rhigas stipule que l'instruction sera obligatoire pour les garçons et aussi pour les filles. De même il stipule que les femmes aussi devront participer au service militaire obligatoire. Ainsi Rhigas tend à considérer la femme comme l'égale de l'homme ce qui dépasse, par son caractère révolutionnaire, même la constitution française de 1793. Mais voici quelques extraits de ce projet de constitution de 1797:

Considérant que le tyran nommé sultan est la proie de ses instincts séniles . . . et que le plus beau royaume du monde, que les savants de toutes parts ont vanté, est tombé dans un état d'anarchie abominable à tel point que nul . . . n'est plus sûr de sa vie, ni de son honneur, ni de ses biens, . . . nous proclamons . . . : article 7-. Le peuple souverain est l'universalité des habitants de cet Etat, sans distinction de religion ou de langue, Grecs [c'est-à-dire chrétiens orthodoxes, Grecs et Slaves], Albanais, Valaques [c'est-à-dire Roumains] Arméniens, Turcs [c'est-à-dire musulmans, Arabes, Kurdes et Turcs] et de toute autre race". "Article 21-. La nation est représentée par la masse du peuple qui est à la base de la représentation nationale, et non pas seulement par les riches ou les primats". "Article 53-. Toutes les lois et décrets sont rédigés dans la langue simple des Grecs; car elle est la plus facile à apprendre pour tous les peuples composant l'Etat; de même, les textes des arrêts et des autres actes publics". "Article 122-. La loi constitutionnelle assure à tous les Grecs, Turcs, Arméniens, etc. l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété des biens de chacun . . .².

Ces extraits de la constitution de Rhigas de 1797, montrent que ce qui intéressait la bourgeoisie ottomane, dont Rhigas était l'un des représentants, c'était la révolution politique et sociale qui lui assurerait la direction de l'Empire. Seulement, comme cette bourgeoisie était à la fin du XVIIIe siècle essentiellement chrétienne et surtout grecque,

elle voulait imposer à l'État bourgeois la langue grecque. Rhigas n'était pas conscient du problème des nationalités et à aucun moment il ne suggéra que l'Empire ottoman, devenu République, prît la forme d'une fédération.

Chez Rhigas, l'intérêt de classe était si prédominant qu'il ne se rendait pas compte de l'incompatibilité essentielle de son projet avec les aspirations nationales et religieuses des peuples de l'Empire; au point de se contredire de la façon la plus voyante, comme dans le chant de la liberté qu'il écrivit en 1796 et qui propose aux musulmans comme aux chrétiens de l'Empire, de prendre la croix pour symbole de la révolte! Ce chant dit en effet: "Allumons l'incendie dans toute la Turquie, et que de la Bosnie tout s'embrase jusqu'en Arabie. Plantez une croix au haut de vos bannières. . . Egorgeons les loups qui nous imposent leur joug et osent tyranniser cruellement Chrétiens et Turcs. Que la croix brille sur la terre et sur les mers"³. On pense à la façon dont les Américains aujourd'hui, proposent candidement au monde, sous prétexte de progrès, que la planète entière adopte l'anglais et "dépassé" les Etats-nations par une supranationalité dominée par la civilisation américaine.

b) *La révolution jeune-turque de 1908*

Au XIXe siècle, l'Empire ottoman perdit une partie de sa bourgeoisie non turque, à la suite de la pénétration occidentale qui, comme Egypte par exemple, concurrença et ruina beaucoup de grands bourgeois indigènes. La bourgeoisie proprement turque de l'Empire était pratiquement inexistante à l'époque de Rhigas. Elle commença à se former dans le dernier quart du XIXe siècle, à la faveur de la construction dans l'Empire, de chemins de fer, de banques, d'écoles d'enseignement supérieur, et de la diffusion de la presse et du télégraphe, bien qu'en 1908 elle fût encore très faible. Malheureusement, on ne peut pas en parler avec précision, parce que l'histoire de la naissance de la bourgeoisie turque au XIXe siècle, reste entièrement à faire.

En 1913, Ziya Gökalp, l'un des plus importants penseurs du nationalisme turc naissant, allait jusqu'à prétendre qu'il n'existait pas de bourgeoisie turque et il s'en plaignait amèrement. Il écrivait, à cette date:

Lorsque le pouvoir économique et social passa entre les mains des communautés [non musulmanes], les Turcs ne comprirent pas qu'ils étaient en train de tout perdre . . . Ils étaient simplement des fonc-

tionnaires et des cultivateurs . . . L'inexistence d'un gouvernement efficace dans notre pays, est due principalement à l'inexistence de classes productives [commerciales et industrielles] parmi les Turcs. Partout où le gouvernement est fondé sur les classes productives, l'efficacité règne. Les hommes d'affaires, les artisans et les commerçants veulent un gouvernement efficace, dans leur propre intérêt⁴.

Pourtant, à défaut de grande bourgeoisie, c'est bien, dans les milieux de la petite bourgeoisie turque que se recrutèrent principalement les révolutionnaires de 1908, aidés de bourgeois turco-tatares de l'Empire russe, émigrés en Turquie⁵, ainsi que de la partie de la bourgeoisie grecque, arménienne et juive qui faisait encore partie de l'Empire. Pour l'emporter, ils utilisèrent le concours de jeunes officiers bourgeois de l'armée ottomane.

Le mouvement révolutionnaire qui aboutit à l'insurrection militaire de 1908, s'était organisé à partir de 1889, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger: à l'intérieur du pays, ce fut à Istanbul de 1889 à 1897 et de 1906 à 1908 à Salonique; à l'extérieur, de 1889 à 1908, à Paris et aussi à Genève et au Caire. Dans ces villes, plusieurs organisations révolutionnaires avaient été fondées, mais l'une d'elle, constitue le fil d'Ariane pour toute cette période allant de 1889 à 1908 et que l'on trouve d'abord à Istanbul, puis à Paris et Genève, puis à Salonique, où son nom surnage à chaque fois, à la suite de fusions répétées entre les organisations révolutionnaires. Ce fil d'Ariane, c'est le Comité d'Union et Progrès, au nom duquel la révolution fut accomplie en 1908. Le terme de Jeunes-Turcs désigne, lui, l'ensemble des opposants libéraux au despotisme du sultan, depuis 1865, l'année de la fondation à Istanbul de la société secrète des Jeunes Ottomans (1865-1876), jusqu'en 1908.

Le Comité (ottoman) d'Union et Progrès fut fondé à Istanbul, en 1889, par quatre étudiants en médecine, tous musulmans, à savoir un Albanais, un Circassien du Caucase, et deux Kurdes. Ces quatre étudiants en recrutèrent d'autres. Deux des nouvelles recrues de 1889 jouèrent un rôle de premier plan en 1908, le médecin Nâzim de Salonique qui en 1889 avait 19 ans, et Mehmet Talât, devenu Talât pacha l'un des membres du triumvirat qui gouvernera l'Empire après 1908. Il avait 15 ans en 1889 et était employé des postes.

En cette même année 1889, Ahmet Riza s'exila à Paris. Celui qui à partir de 1908 allait devenir le président de la Chambre des Députés, était né à Istanbul d'une famille bourgeoise. Son père, dont l'anglophilie pendant la guerre de Crimée, lui avait valu le surnom d'Ali l'Anglais

(Ingiliz Ali) et qui avait été membre du premier Parlement ottoman, en 1877-1878, était mort en déportation. Le bourgeois qu'était Ahmet Riza, avait été profondément marqué par le sort de la paysannerie ottomane, au cours d'une excursion à la campagne, quand il était étudiant. Il alla donc en France étudier l'agriculture pour aider à une réforme agraire. A son retour, il devint haut fonctionnaire de ministère. Ecoeuré par l'inefficacité de la bureaucratie ottomane, il s'exila à Paris en 1889, à l'âge de 30 ans, où il devint un révolutionnaire professionnel.

En 1895, l'étudiant Nâzim, fuyant la police du régime, vint à Paris et établit la jonction entre les exilés et le Comité d'Union et Progrès d'Istanbul. Nâzim demanda à Ahmet Riza de prendre la direction d'un journal bimensuel qui devait être l'organe officiel du Comité. Ce journal fondé à Paris, en 1895, s'appela *Mesveret*. Dans son numéro du 3 décembre 1895, on trouve la première présentation d'ensemble du programme du Comité. On y relève notamment ceci:

Nous exigeons que des réformes soient faites . . . non en faveur d'une seule nationalité, mais en faveur de tous les Ottomans, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans . . . Nous sommes déterminés à sauvegarder l'originalité de notre civilisation orientale et, pour cette raison, de n'emprunter à l'Occident que les résultats généraux de leur évolution scientifique⁶.

Ce programme montre que dès le départ, la révolution du Comité d'Union et Progrès, était du type de la Révolution française de 1789. Il s'agissait, par la réinstallation d'un régime parlementaire, que le pays n'avait connu, en 1877-1878, que sous forme d'une étoile filante, à cause de la suspension de la Constitution par le sultan Abdühamit, donner le pouvoir politique à la bourgeoisie de tout le pays ottoman, et non seulement aux Turcs. Jusqu'en 1908, tous les groupes révolutionnaires jeunes-turcs, malgré les divergences qui les opposaient, étaient d'accord qu'il n'était pas question de lutter pour un quelconque nationalisme turc, mais pour la citoyenneté ottomane. Le clivage s'opérait sur la question de savoir si cette "nation" ottomane devait avoir une structure politique unitaire, comme cela finalement prévalut, ou bien une structure fédérale, comme le demandait l'un des chefs des Jeunes-Turcs, le prince Sabahettin, mais qui finalement n'exerça pas d'influence sur la révolution de 1908.

Un premier "Congrès des Libéraux ottomans" se tint à Paris, en février 1902, avec la participation d'Ahmet Riza et du prince Sabahettin. Ce congrès réunissait 47 délégués, représentant les peuples suivants de

l'Empire: Turcs, Arabes, Grecs, Kurdes, Albanais, Arméniens, Circassiens et Juifs. Il adopta notamment les résolutions suivantes: intégrité de l'Empire ottoman; maintien de la monarchie, comme trait d'union indispensable entre les différents peuples de l'Empire; égalité de tous les citoyens ottomans devant la loi, sans distinction de nationalité ou de religion; à cette fin, rétablissement de la Constitution de 1876, dont la Chambre des députés, élue en 1877, avait été assez représentative de l'ensemble de la population et avait laissé de bons souvenirs chez toutes les nationalités.

Un deuxième congrès, semblable au précédent se tint à Paris, en décembre 1907, sur l'initiative cette fois des Arméniens. Ahmet Riza et le prince Sabahettin furent à nouveau présents. Sabahettin fut le président de ce deuxième congrès, comme il l'avait été de celui de 1902.

Entre temps, en 1906, dans l'Empire, à Salonique, des officiers du III^e corps d'Armée des forces ottomanes, s'engageaient dans des sociétés secrètes en vue de préparer la révolution par la force, sans que les exilés en Occident, qui eux répudiaient la violence, en soient informés. La liaison entre les révolutionnaires de l'extérieur et ceux de l'intérieur, se fit en 1907, comme en 1895, grâce aux poursuites de la police du régime qui obligèrent deux officiers à se réfugier à Paris. Là, ils s'aperçurent que le programme d'Ahmet Riza était plus proche de leurs vues que celui du prince Sabahettin. Après avoir péniblement réussi à persuader Ahmet Riza que l'emploi de la violence était nécessaire pour renverser le régime, un accord intervint pour unir les deux groupes, celui de Paris dirigé par Ahmet Riza et celui des militaires de Salonique qui était appelé, *Société ottomane de la Liberté* (Osmanli Hürriyet Cemiyeti).

De cette nouvelle fusion, ce fut de nouveau le nom de *Comité ottoman d'Union et Progrès* (Osmanli Ittihat ve Terakki Cemiyeti) qui subsista. Ainsi, cette appellation adoptée dès 1889 à Istanbul, transportée à Paris par l'étudiant en médecine, Selânikli Nâzim (Selânikli signifie le Saloniquais, c'est-à-dire que Nâzim était originaire de Salonique), lors de la fusion de 1895, revint à l'intérieur du pays en 1907 et c'est de nouveau le médecin Nâzim qui après le nouvel accord de fusion, fut chargé d'établir la liaison, en se rendant, en cette année 1907, à Salonique.

Ce furent les officiers de l'intérieur qui furent chargés de préparer la révolution. Ainsi, l'acte de fusion, signé le 27 septembre 1907, entre

l'organisation de Paris (direction extérieure du mouvement) et l'organisation de Salonique (direction intérieure), stipule dans son article 5: "La responsabilité des initiatives et activités internes incombe entièrement à la direction intérieure"⁷.

La révolution turque de 1908 n'est pas un coup d'Etat proprement dit, mais un pronunciamiento, c'est-à-dire que les officiers ne se sont pas emparés directement du pouvoir dans la capitale, par une action surprise, en destituant les autorités légales. Ils sont restés en province et c'est de Macédoine qu'ils ont lancé au sultan un ultimatum: ou bien il rétablit la constitution de 1876 ou alors, il sera déposé par la force. C'est ce qu'on appelle un pronunciamiento qui est, par conséquent, une technique de prise du pouvoir, différente du coup d'Etat.

Le 23 juillet 1908 les jeunes officiers du Comité d'union et Progrès proclamèrent la Constitution, d'abord à Monastir, puis dans plusieurs autres villes de Macédoine. Dans la ville macédonienne de Drama par exemple, arrivèrent par train de Salonique, dans l'après-midi du 23 juillet, cent soldats et une vingtaine d'officiers, commandés par un jeune officier qui s'appelait Rusen. Ce dernier fit un discours où il dit qu'il fallait mettre fin aux distinctions de race et de religion et leur donna pour devise, les mots français suivants: "patrie, liberté, égalité, fraternité". La seule façon, ajouta-t-il, de sauver l'Empire ottoman était d'établir un gouvernement constitutionnel. En l'espace de deux heures à peine, la grand majorité de la population de Drama, aussi bien les Orthodoxes que les Musulmans, avait juré fidélité à la Constitution et à 16 heures la Constitution était proclamée et cette décision communiquée au Sultan, à Istanbul, par télégramme⁸.

Devant ces ultimatums venus de plusieurs villes de Macédoine, le sultan céda et, dans la nuit du 23 juillet 1908, rétablit la Constitution de 1876.

Les officiers du Comité d'Union et Progrès, aidés de leurs camarades civils, auraient pu former eux-mêmes le nouveau gouvernement, mais ils préférèrent jouer la rôle de tuteur, en contrôlant l'activité du gouvernement du sultan. Leur origine petite bourgeoise dans une société, dominée encore par l'aristocratie foncière, les rendait peu sûrs d'eux-mêmes: ils n'osaient pas prendre la lourde responsabilité d'administrer directement le pays. Par exemple, celui qui devint le plus célèbre des hommes forts de la Révolution, le commandant Enver, 27 ans en 1908, était le fils d'un garde de ponts, c'est-à-dire d'un tout petit fonctionnaire d'Istanbul.

Cette situation fit que, dès le début d'août 1908, une lutte d'influence se développa entre le sultan, le gouvernement des libéraux et le Comité d'Union et Progrès (dont aucun membre ne faisait partie du gouvernement jusqu'au 30 novembre 1908). Mais le Comité contrôla les élections législatives de novembre-décembre 1908, et le seul parti à se présenter, autre que le Comité d'Union et Progrès, à savoir le "Parti des Libéraux ottomans" (Osmanli Ahrar Firkasi), ne put faire élire qu'un seul député sur 288. Même le prince Sabahettin, candidat de ce parti à Istanbul, fut battu, ainsi qu'un autre candidat des libéraux le premier ministre lui-même, Kâmil Pasa, qui n'en demeura pas moins à la tête du gouvernement⁹. Le Comité se mit d'accord avec toutes les communautés ethniques de l'Empire et donc, patrona aussi les candidats non turcs. Les 288 députés étaient ainsi répartis: 147 Turcs, 60 Arabes, 27 Albanais, 26 Grecs, 14 Arméniens, 10 Slaves et 4 Juifs. Le Parlement (Chambre des Députés élue et Sénat nommé par le sultan) s'ouvrit le 17 décembre 1908.

Le Comité laissa le Sultan Abdülhamit II régner, en tant que monarque constitutionnel, parce qu'à ses yeux, il n'avait plus de pouvoir dans l'Etat. Mais celui-ci profita de la lutte entre Libéraux, qui dirigèrent le gouvernement jusqu'au 13 février 1909 et Unionistes (c'est-à-dire partisans du Comité d'Union et Progrès) pour essayer de restaurer son pouvoir, à la faveur de la contre-révolution du 13 avril 1909, déclenchée à Istanbul. Cette contre-révolution ayant été matée par l'armée de Salonique, Abdülhamit fut déposé et remplacé par son frère, Mehmet V, qui resta en fait prisonnier du Comité.

Du 23 juillet 1908 au 13 avril 1909, une lutte s'était développée entre les Libéraux et les Unionistes pour le contrôle de la Révolution. Les Libéraux dont les origines remontaient aux exilés parisiens groupés autour du prince Sabahettin, dans sa "Ligue de décentralisation administrative et d'initiative privée", représentaient une aristocratie éclairée, cosmopolite et occidentalisée, des Voltairiens en quelque sorte, admirateurs du capitalisme et du mode de vie anglais. Ils étaient en faveur du libéralisme économique, contre tout dirigisme et centralisation étatique et pour cette raison étaient bien vus des communautés ethniques non turques de l'Empire. De 1908 à 1909, ils furent soutenus dans leur lutte contre les Unionistes, par l'ambassade britannique à Istanbul.

Les Unionistes du Comité d'Union et Progrès représentaient une petite bourgeoisie indigène, imbue de jacobinisme français et, par conséquent, à tendance fortement centralisatrice. Pourtant ils n'avaient pas

de programme social parce que souvent, des militaires, ils n'étaient pas des penseurs. Des dirigeants comme Selânikli Nâzim, le médecin, qui lui, était un défenseur conscient du contenu social de la Révolution française, n'étaient pas nombreux. Ces jeunes officiers exprimaient plus une tendance sociale qu'un programme social, tendance sociale objective qui découlait de leur humble origine. Vouloir établir un Etat moderne efficace, en arrachant le pouvoir des mains d'une aristocratie corrompue, pour le fonder sur le suffrage populaire et le contrôle de jeunes officiers sortis du peuple, c'était certes, avant tout, une révolution politique, mais dont les implications sociales étaient manifestes. Il est donc pour le moins, exagéré de parler du "conservatisme fondamental" des Jeunes-Turcs¹⁰.

Le 13 avril 1909, les Libéraux, comme le sultan, essayèrent d'utiliser la contre-révolution, déclenchée par les éléments religieux conservateurs, à leur profit, pour se débarrasser du Comité d'Union et Progrès. Ce dernier, complètement dépassé par les événements, s'effondra et ne dut son salut qu'à l'intervention d'un général de 53 ans qui avait passé neuf ans en Allemagne et qui n'était pas membre du Comité, le général Mahmut Sevket Pasa. Il marcha avec ses troupes sur Istanbul et écrasa la contre-révolution.

Les jeunes officiers et les civils du Comité avaient perdu le pouvoir au profit du général Mahmut Sevket Pasa qui devint tout puissant, sous le couvert de la loi martiale qui resta en vigueur jusqu'en mars 1911.

Ainsi, avril 1909 marqua l'entrée sur la scène politique de la direction de l'armée ottomane. Ce n'était plus de jeunes officiers mais des généraux qui imposèrent leur contrôle sur l'Etat. Pour récupérer son pouvoir, le Comité d'Union et Progrès dut accepter cette tutelle des officiers supérieurs conservateurs et composer avec eux. Les civils du Comité et les généraux furent d'accord d'écarter de la politique les jeunes officiers, qui furent envoyés loin de la capitale et isolés. Ces derniers ne réussirent à revenir au pouvoir qu'en 1913.

III — CONTRADICTION FONDAMENTALE ENTRE LE PRINCIPE DE L'ETAT MULTINATIONAL UNITAIRE ET L'EGALITE DES NATIONS

a) *Yusuř Akçura, en 1904, explique la contradiction*

Nous avons déjà dit que les Jeunes-Turcs en 1908, comme le Grec Rhigas en 1798, étaient des ottomanistes et non des nationalistes

turcs ou grecs. Ils n'étaient pas conscients de l'importance du problème des nationalités. Les Jeunes-Turcs auraient certainement fait leur cette phrase de Rhigas qui se trouve dans son projet de constitution de république ottomane de 1797, et que j'ai déjà citée: "Considérant que le tyran nommé sultan, est la proie de ses instincts séniles . . . et que le plus beau royaume du monde, que les savants de toutes parts ont vanté, est tombé dans un état d'anarchie abominable, à tel point que nul, quel que soit son état social ou sa religion, n'est plus sûr de sa vie, ni de son honneur, ni de ses biens . . . nous proclamons . . ."11 Ahmet Riza, par exemple, était un partisan convaincu de l'assimilation de toutes les nationalités dans le moule de la citoyenneté ottomane.

Il y avait pourtant un Turco-Tatare de Russie, fils d'industriel, qui était venu comme étudiant dans l'Empire ottoman, était sorti de l'Académie de Guerre d'Istanbul en 1896, avait été exilé pour ses activités contre le sultan, était rentré en Russie, en passant par Paris (où il avait étudié la science politique et l'histoire), avait pris part à la révolution russe de 1905 et avait été élu député à l'Assemblée législative russe, la Douma. Il était rentré à Istanbul après la révolution turque de 1908, comme professeur d'histoire et éditeur de journaux nationalistes pan-turcs. Cet homme était Yusuf Akçura, qui avait 32 ans en 1908.

Yusuf Akçura était parfaitement conscient de la nécessité d'une révolution sociale. Il reprochait même à la révolution turque de 1908 d'être trop exclusivement politique. Mais son expérience des nationalités le rendait sceptique quant à la possibilité de transformer l'Empire ottoman en un Etat bourgeois national, un et indivisible. Il ne croyait pas à la survie des Etats multinationaux, comme les Empires austro-hongrois, russe ou ottoman, à moins qu'une véritable autonomie fût donnée aux diverses nationalités et que ces Empires se transforment en fédérations égalitaires. Il voyait plutôt se profiler à l'horizon des regroupements de territoires, par dessus les frontières politiques artificielles, entre gens de même langue. Il pensait que l'avenir était aux Etats-nations, luttant pour englober dans un même Etat tous les irrédimés. Face à l'irrédentisme italien ou grec, il voulait un irrédentisme turc, le pan-turquisme: créer sur les ruines de l'Empire ottoman et de l'Empire russe, un Etat turc englobant les Turcs russes et ottomans.

En 1904, Yusuf Akçura publia un long article au Caire, intitulé "Trois politiques", dans lequel il écrivait que les intérêts des trois principaux groupes de l'Empire ottoman — à savoir les Turcs, les musulmans

non turcs et les non musulmans — ne coïncidaient pas. Il était inévitable de reconnaître les aspirations nationales des Arabes et des Chrétiens. Par conséquent, il ne restait plus aux Turcs qu'à faire de même et à se proclamer Turcs, en abandonnant l'Empire ottoman. Mais, ajoutait-il, il n'existait pas encore de conscience nationale chez les Turcs.¹²

Cet article est très important, d'abord par la date, parce qu'il constitue la première manifestation de l'idéologie nationaliste turque, non partagée par les Jeunes-Turcs de 1908, ensuite parce qu'il montre bien que d'une part, le nationalisme turc prit naissance en réaction au nationalisme des autres peuples de l'Empire, et d'autre part que la conscience nationale proprement turque, distincte de la conscience ottomane, était encore, en 1904, difficilement perceptible. Akçura semblait parler, pour ce qui est des Turcs, dans le désert.

b) *L'attitude grecque face à la révolution turque en 1908 et la révolution grecque de 1909*

Depuis des milliers d'années, le monde, groupé autour de la Méditerranée orientale et surtout autour de la mer Egée, avait vécu dans une entité culturelle. Pour ses habitants, au delà des frontières de ce monde il n'y avait rien que des barbares. Cela veut dire que ce monde se suffisait à lui-même, était un univers, une oecumène. Cette unité se traduisait sur le plan politique par la tendance de cette région à être couverte par un seul empire. C'était un idéal à atteindre. L'Empire ottoman avait succédé à Byzance, comme continuateur de cette idée oecuménique d'empire. Jusqu'en 1821, l'oecuménisme byzantino-ottoman ne fut pas sérieusement contesté. Rhigas prépara sa révolution dans ce cadre. Pourtant, la montée du nationalisme, amputa l'un après l'autre les membres de l'Empire. 1908 fut la dernière tentative de sauver l'unité de cette région.

Les Grecs qui, depuis 1821, avaient remplacé l'idée oecuménique d'empire par ce qu'ils appelèrent la Grande Idée, c'est-à-dire d'utiliser la plateforme constituée par le nouvel Etat grec, pour conquérir, de l'extérieur, l'espace égéen et créer ainsi un Etat constantinopolitain purement grec, n'avaient pourtant pas oublié l'idéal oecuménique. Une expérience culturelle commune aussi ancienne, ne pouvait être extirpée du psychisme du peuple par quatre-vingts ans de nationalisme. Si seulement, on voulait bien proclamer que Grecs et Turcs seraient égaux pour gérer ensemble l'empire oecuménique, alors on se laisserait de nouveau séduire. C'est exactement ce qui se produisit à la suite du succès de la révolution jeune-turque de 1908.

Si l'on ne tient pas compte de ce besoin psychique du peuple grec, on ne peut pas vraiment comprendre l'enthousiasme délirant et utopique qui s'empara de lui, après quatre-vingts ans de nationalisme voués à la Grande Idée, en entendant les proclamations des Jeunes-Turcs. La contradiction fondamentale entre le principe proclamé de l'Etat multinational unitaire et celui, également proclamé, de l'égalité des nations à l'intérieur de cet Etat, devait pourtant lui sauter aux yeux. Un vivant témoignage de ces scènes enthousiastes de fraternisation avec les Turcs et de l'impression profonde que la révolution jeune-turque provoqua dans l'opinion publique grecque, aussi bien dans le Royaume indépendant de Grèce qu'à l'intérieur de l'Empire ottoman, nous est donné dans un livre de souvenirs par un journaliste de l'époque et écrivain grec, membre de l'Académie d'Athènes, Spyros Melas¹³.

Les Grecs voulaient bien de la fraternisation et de l'égalité gréco-turques, mais ils ne voulaient pas étendre cette égalité aux Bulgares et aux Slaves en général. Ils voulaient un empire gréco-turc où les Slaves seraient soumis. Ils allaient même plus loin, où sentiments et intérêts mêlés, créaient plus d'une contradiction: dans la fraternité gréco-turque, ils voulaient devenir, après un intermède égalitaire, le grand frère, ou si l'on veut, que la Grèce soit le mari et la Turquie l'épouse.

Voici une scène caractéristique qui s'est déroulée à Salonique en 1908 et que rapporte le général grec Alexandre Mazarakis qui en fut témoin, dans ses Mémoires:

Les Jeunes-Turcs demandèrent immédiatement que cesse la lutte [en Macédoine] entre Grecs et Bulgares . . . des baisers de Juda furent échangés et une visite bulgare de Sofia fut organisée à Salonique . . . Je reçois la visite des employés de tous les cafés, brasseries et restaurants grecs qui étaient les meilleurs de Salonique . . . qui me déclarent qu'ils ne souhaitent pas servir les Bulgares. . . Je les approuvai. . . Tous les garçons s'absentèrent donc [de leurs établissements] et quand les touristes Bulgares arrivèrent, les divers établissements grecs étaient dans l'impossibilité de les servir. Les Turcs étaient hors d'eux mêmes à cause de cette effronterie. . . Ils dressèrent des tables sur la place et se mirent à préparer des cafés avec des réchauds de fortune. Dans la bousculade, un Grec au sang chaud, s'approche et reverse d'un coup de pied la table avec les tasses et le réchaud. . . Les Turcs devinrent furieux mais les notables grecs également vinrent au consulat [grec] pour se plaindre, parce qu'ils avaient compris que les employés avaient été encouragés par les officiers [grecs]¹⁴.

Le général Mazarakis (lieutenant en 1908) qui ne comprenait pas l'engouement soudain de ses compatriotes pour la révolution jeune-turque, rapporte aussi avec étonnement, des propos qu'il entendit de

la bouche d'un des plus importants hommes politiques grecs, originaire de Macédoine et qui devint après la révolution grecque, premier ministre de Grèce en 1910, Stéphane Dragoumis. Ce dernier assurait que grâce à la révolution jeune-turque "ressusciterait le miracle de l'Empire byzantin, c'est-à-dire que nous allions assimiler les Turcs comme, autrefois, nous avions assimilé les Romains et qu'ainsi l'Empire ottoman serait transformé en Empire grec"¹⁵.

Stéphane Dragoumis, ne faisait que répéter ce que disait son fils, Ion Dragoumis, qui était et demeure le plus grand penseur du nationalisme grec. Diplomate, il lutta de 1902 à 1907 en Macédoine contre les Bulgares. En 1908, il fut envoyé à la légation grecque d'Istanbul, où il se consacra avec son meilleur ami, l'officier Athanase Souliotis-Nicolaïdis, à faire progresser l'idéologie de l'hellénoturquisme, qui prônait la constitution d'un Etat gréco-turc, idée qui remontait au XVe siècle. L'idéologie de Ion Dragoumis et de Souliotis n'est ni l'oecuménisme byzantino-ottoman de Rhigas et des Jeunes-Turcs, ni le nationalisme de la Grande Idée. Elle est un mélange des deux, c'est-à-dire qu'elle tient compte des deux réalités à la fois: l'identité culturelle fondamentale de la Méditerranée orientale et les nations qui composent cette région. Il ne croit pas à une "nation" byzantine ou ottomane, mais à plusieurs nations distinctes, comme la nation grecque ou la nation turque, qui doivent pourtant s'entendre au sein d'une confédération, pour préserver l'identité culturelle fondamentale du monde égéen. Plus tard, une fois la confédération réalisée, on pourrait passer à une deuxième étape, supranationale, par la création d'une "race orientale"¹⁶. Mais dans le contexte de 1908, son hellénoturquisme ne pouvait avoir d'écho auprès des Turcs, étant donné que leur nationalisme n'avait pas encore mûri. D'autre part, ce n'était pas à Dragoumis à exalter la nation et la culture turques. Comme les Turcs ne s'en chargeaient pas eux-mêmes, Dragoumis avait tendance, à confondre la culture de la Méditerranée orientale avec la culture grecque, ce qui était vu comme une manifestation d'esprit impérialiste.

Athanase Souliotis, le compagnon de Dragoumis, s'exprimait ainsi: Nous sommes les prophètes d'un idéal. Nous l'appelons l'Idéal oriental. Il embrasse cette partie du globe où l'homme, pour la première fois, fonda ses religions, ses philosophies, ses cités. Là s'étendaient Babylone, Alexandrie, La Mecque, Jérusalem, Athènes, Constantinople. . . Au lieu de la haine et de la suspicion qui divise et détruit les éléments culturels communs . . . nous utiliserons d'impressionnantes idées orientales¹⁷.

Et il ajoutait:

Ici, en Orient, à la rencontre de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, de l'humanité blanche, jaune et noire, brillait et jaillissait toujours l'étincelle électrique — la théologie égyptienne, le christianisme, l'islamisme — et mettait en branle dans un mouvement harmonieux la nébuleuse des sentiments et des idées des hommes. Puis, l'Occident s'emparait de ce monde harmonieux, créé par l'Orient et le désagrégeait peu à peu. Et l'humanité sombrait dans un profond marasme. C'est de nouveau ici, en Orient, que brillera et jaillira l'étincelle électrique, qui recréera à partir de la nébuleuse des idées et des sentiments, l'harmonie du monde.¹⁸

Mais la volonté dominatrice aux dépens des Turcs, à l'intérieur de cet Etat oriental gréco-turc, était évidente, quand à Istanbul, Souliotis disait à Dragoumis: "J'ai envie que nous enfourchions de beaux chevaux et avec des éperons d'argent et des sabres courbés et resplendissants, nous entrons dans le palais de Dolmabahçe pour y installer un roi grec et le marier avec la plus belle dame turque. . . Où est le roi Alexandre [le Grand]? Lui était un vrai roi de l'Orient qui, après avoir rabaissé les Grecs, s'est marié avec la fille de Darius et conquiert l'Orient"¹⁹.

Pour mener à bien leur action, Ion Dragoumis et Souliotis avaient mis sur pied de 1908 à 1912 à Istanbul, une société secrète, intitulée l'"Organisation de Constantinople" qui avait reçu l'appui des députés grecs au Parlement ottoman (dont le plus connu était G. Boussios), du patriarche oecuménique et du gouvernement d'Athènes²⁰. Seulement, l'accord entre ces divers éléments grecs était dominé par le patriarche d'Istanbul Joachim III qui était très anti-turc, partisan de la Grande Idée, et contre l'idéal de Dragoumis, Souliotis et Boussios d'hellénoturquisme. Joachim III était violemment opposé à la révolution jeune-turque et quand le journaliste Spyros Mélas lui demanda, au sujet de la proclamation de l'égalité devant la loi, de toutes les nationalités de l'Empire: "Et si les Jeunes-Turcs étaient sincères? — Il me donna [écrit Mélas] la réponse étonnante qui suit: Ce serait encore pire! Imaginons un instant que la Constitution soit appliquée comme dans un pays européen. . . Ils seraient tous si contents que le désir d'une réhabilitation nationale, bien que ne disparaissant pas, s'affaiblirait. Ceci est-il dans notre intérêt?"²¹; et ailleurs: "Je suis affligé et je m'étonne devant la façon superficielle avec laquelle Athènes voit le changement politique turc"²².

Le Comité d'Union et Progrès avait montré, dès sa prise du pouvoir en juillet 1908, avec toute la sincérité dont sont capables des jeunes gens de vingt à trente ans, qu'ils entendaient établir un véritable régime

d'égalité des citoyens ottomans devant la loi, ceci, contrairement à ce qu'on a prétendu en Occident quant à leur soi-disant duplicité. Par exemple, Pierre Renouvin écrit: "Ce libéralisme n'était que de façade. Lorsque le Comité Union et Progrès avait installé ses hommes au pouvoir . . . il avait dévoilé son programme. Le but qu'il poursuivait était de renforcer les éléments turcs de la population, aux dépens des nationalités sujettes"²³. Ce n'est pas par duplicité mais par la contradiction inhérente au principe de l'Etat multinational unitaire avec celui de l'égalité des nationalités, que la politique de turquification est apparue. D'autre part, les Grecs, habitués à être le second peuple de l'Empire, voulurent en fait que cette égalité proclamée, soit valable uniquement pour les Grecs et les Turcs, avec même la perspective d'assimiler un jour les Turcs et de garder pour eux seuls la première place. Le quotidien d'Athènes *Patris* du 24 juillet 1908 (c'est-à-dire 6 août, avec le calendrier actuel), étalait sur sa première page, 13 jours après le succès de la révolution jeune-turque, des photos du sultan Abdülhamit II et du roi de Grèce Georges Ier, avec, en couleur, les drapeaux turc et grec, et la légende: "Les deux dominateurs de l'Orient".

D'autre part, l'envoyé extraordinaire du gouvernement grec auprès du Comité d'Union et Progrès, au lendemain de la révolution jeune-turque, le député Alexandris, déclara à Enver, le 21 octobre 1908:

La nation grecque souhaite de tout son coeur un plein succès à l'oeuvre des Jeunes-Turcs. Une Turquie forte délivrera les Grecs de Turquie de l'oppression des Slaves. Si jamais la Turquie s'effondre — ce que nous ne souhaitons pas et ne croyons pas possible, bien que les volontés de Dieu soient insondables —, c'est nous qui souhaitons lui succéder, parce que c'est de nous que la Turquie a pris ses territoires européens. Si les Slaves s'en emparent, notre rêve national s'effondrera pour toujours²⁴.

Profitant de ce que dans l'Empire ottoman, de juillet 1908 à avril 1909, une lutte s'était engagée entre le Comité d'Union et Progrès, les Libéraux et le sultan, ce qui rendait le pays incapable d'agir efficacement en politique internationale, la Bulgarie autonome sous suzeraineté ottomane se déclara indépendante le 5 octobre 1908. Le lendemain, 6 octobre, l'Empire austro-hongrois annonça qu'il annexait purement et simplement le territoire ottoman de la Bosnie-Herzégovine, don il avait obtenu l'administration à titre provisoire, en 1878. Le gouvernement ottoman, impuissant, ne bougea pas.

Alors se posa le problème de la Crète autonome, sous suzeraineté turque. Les Crétois n'avaient cessé de lutter contre les Turcs pour se

rattacher au royaume de Grèce. Ils étaient absolument imperméables à l'hellénoturquisme d'un Dragoumis ou à la politique d'amitié gréco-turque du gouvernement d'Athènes. Ils pressaient Athènes de les autoriser à proclamer l'*Enosis*, l'union avec la Grèce. Athènes avait demandé à son envoyé extraordinaire à Istanbul, Alexandris, de sonder les Jeunes-Turcs sur cette affaire. Alexandris dit, dans ses *Souvenirs*, que le prince Sabahettin et ses amis libéraux, étaient en faveur de l'*Enosis*.²⁵ Mais Talât lui déclara: "Que vous demandiez aujourd'hui que la Turquie accepte en faveur de la Grèce, la solution radicale [de la question crétoise] c'est, permettez-moi d'être franc, comme si vous vouliez la frapper au coeur avec un poignard. Croyez-moi, le moment n'est absolument pas propice à une telle action. Si vous étiez les seconds après les Bulgares, et que l'Autriche était la troisième à faire son coup d'Etat [en annexant le Bosnie-Herzégovine], je vous dis franchement que nous nous jetterions également les yeux fermés contre cette dernière, bien que notre situation militaire, par rapport à la sienne, soit désavantageuse. Malheur à nous, si la Turquie était encore amputée!"²⁶

En effet, les Jeunes-Turcs, de l'avis même d'Alexandris, ne pouvaient se permettre d'accepter une troisième amputation de l'Empire et de lier, aux yeux du peuple, la révolution à un abandon de l'intégrité territoriale du pays. Après les deux coups de force de la Bulgarie et de l'Autriche-Hongrie, les journaux turcs, ainsi que les manifestations et discours dans la rue, attaquèrent avec indignation les étrangers qui complotaient contre l'intégrité territoriale de l'Empire. Les Jeunes-Turcs risquaient de voir la position du sultan renforcée contre eux. Ainsi, quand les Crétois, du 7 au 12 octobre 1908 proclamèrent l'*Enosis*, le gouvernement d'Athènes n'osa pas l'accepter, car la Grèce avait été battue militairement par la Turquie, dans la guerre gréco-turque de 1897 et son armée, depuis cette date était considérée comme très faible.

En avril 1909, à la faveur de l'écrasement de la contre-révolution, le général Mahmut Sevket Pasa et la direction de l'armée prirent le pouvoir, en mettant sous tutelle le Comité d'Union et Progrès. Comme l'armée turque ne pouvait pas encore relever la tête devant les Grandes Puissances, elle choisit d'humilier la Grèce, dont la faiblesse militaire était connue de tous. Le général Sevket alla même jusqu'à déclarer que si le gouvernement d'Athènes ne renonçait pas de façon solennelle à la Crète, il se déciderait à venir boire son café sur l'Acropole. D'autre part, avec le règne de Sevket, la politique de turquification commença, au dépens des Grecs et des autres nationalités de l'Empire.

Les jeunes officiers grecs se sentirent profondément humiliés. Depuis 1897 la Grèce vivait dans le complexe de la défaite. L'attitude du gouvernement d'Athènes face à la question crétoise, qui n'osait pas accepter l'*Enosis*, était jugée par eux, comme une attitude lâche. De plus, et bien que la Grèce était une monarchie parlementaire, les mêmes reproches étaient faits qu'en Turquie avant 1908, à une aristocratie corrompue, groupé autour du roi. Les élections étaient en fait, monopolisées par l'aristocratie grecque, et de ce point de vue, la Chambre des Députés du 28 novembre 1910, qui suivit le triomphe de la révolution de 1909, fut composée, pour 87.5%, de députés qui ne l'avaient jamais été auparavant. La plupart des députés de 1910 avaient besoin de leur traitement de parlementaire pour vivre, ce qui tranchait avec les fortunes des députés aristocrates d'avant la révolution²⁷.

Bien que la bourgeoisie grecque remonte au XVIIIe siècle (sans compter la bourgeoisie grecque byzantine défunte)²⁸ et qu'elle est donc beaucoup plus ancienne que la bourgeoisie turque, elle n'eut pas la même influence sur l'Etat grec du XIXe siècle que la grande bourgeoisie dans les pays d'Occident, pour deux raisons: d'abord la bourgeoisie grecque était essentiellement marchande et non industrielle, ensuite elle préféra, en grande partie, demeurer en dehors du royaume indépendant de Grèce. En effet, ce petit Etat, n'offrait pas les avantages économiques des grands centres commerciaux d'Istanbul, Smyrne ou Alexandrie. Les grands bourgeois grecs ne vinrent s'installer en Grèce qu'au XXe siècle, après avoir été chassés et appauvris, en Egypte par la concurrence occidentale (les dernières familles la quittèrent, à la suite de l'installation du régime nassérien), en Turquie, à la suite de la guerre gréco-turque de 1919-1922.

La classe dirigeante du royaume de Grèce, au XIXe siècle, était une aristocratie formée d'éléments locaux et d'une partie des grands notables d'Istanbul (les phanariotes) qui étaient venus s'installer à Athènes.

La bourgeoisie indigène de l'Etat indépendant de Grèce, commença à se former à la même époque que la bourgeoisie turque dans l'Empire ottoman, c'est-à-dire dans le dernier quart du XIXe siècle, et comme la bourgeoisie turque, elle n'était pas industrielle, et elle ne pouvait en aucun cas être comparée à la puissance de la bourgeoisie occidentale.

D'autre part, la dépendance du pays à l'égard des Occidentaux était ressentie avec autant d'acuité qu'en Turquie, par les intellectuels et les jeunes officiers. La seule différence était que ceux de l'Empire

voyaient fondre leur pays sous les coups de l'étranger, tandis que ceux du royaume, étaient empêchés par ces mêmes Occidentaux d'atteindre à la grandeur à laquelle ils aspiraient. Les menaces du général Sevket, au printemps de 1909, étaient des coups portés par un malheureux contre un frère encore plus malheureux. L'affaire de Crète fut donc le déclic qui déclencha une révolution qui avait les mêmes causes profondes que celles de l'Empire ottoman.

De même que le mouvement d'opposition militaire en Turquie de 1906 à 1908, avait été précédé, depuis 1889, d'un mouvement d'opposition intellectuelle, de même en Grèce, le mouvement d'opposition militaire de 1908 à 1909 avait été précédé d'un mouvement d'opposition intellectuelle.

D'abord il y eut le mouvement des partisans de la langue populaire, les démotocistes, des bourgeois intellectuels dont le coup d'envoi avait été donné par Jean Psichari de Paris, en 1888, avec la publication de son ouvrage, *Mon voyage (To taxidi mou)*. Le Londres, Alexandre Pallis déclencha en 1901, des émeutes de conservateurs dans les rues d'Athènes, à la suite de sa traduction en langue populaire, du Nouveau Testament. Le gouvernement grec dut démissionner. D'Istanbul, le patriarche Joachim III, condamna la traduction en langue populaire des Ecritures. En 1904, fut créé à Athènes la société "Langue nationale" (*Ethnikê glôssa*), qui regroupait les démotocistes.

Ensuite, il y eut le mouvement des *Sociologues*. Des étudiants grecs qui s'étaient rencontrés pendant les premières années du siècle en Allemagne, où ils poursuivaient leurs études, avaient été influencés par le socialisme réformiste allemand. De retour en Grèce en 1906, ils créèrent en mai 1908, à Athènes, la "Société sociologique" (*Koinôniologikê Etaireia*). Le plus célèbre de ces sociologues, sera le "Père de la République" de 1924, Alexandre Papanastassiou.

Mais la révolution, comme en Turquie, fut accomplie, non par les intellectuels, mais par de jeunes officiers. Ces derniers avaient des sentiments hostiles à l'égard de la Cour et surtout du dauphin, le prince Constantin, celui qui deviendra roi en 1913. Constantin était le chef de l'armée et il était tenu pour responsable de la défaite de 1897. De plus, il était le représentant de la fraction la plus conservatrice de l'aristocratie. En 1899, il avait déclaré au futur général et dictateur royaliste Métaxas, qu'il condamnait le régime parlementaire et qu'il avait une aversion pour la France, à cause de ses principes d'égalité. Métaxas avait alors écrit dans son journal: "Une lutte a commencé

entre le dauphin et le parlementarisme. . . J'espère bien, moi aussi, faire quelque chose pour boire un peu de sang parlementaire"²⁹.

Les jeunes officiers grecs avaient combattu avec succès les Bulgares de 1904 à 1908, en Macédoine, c'est-à-dire dans l'Empire ottoman, dans la guérilla de la "lutte macédonienne". Cette lutte avait été brusquement interrompue par la révolution jeune-turque. Certains combattants grecs avaient aidé, dans la clandestinité, au succès de la révolution. Ils avaient, par exemple, aidé le Dr Nâzim, en 1907, à venir de Paris, établir le contact avec l'organisation jeune-turque de Salonique³⁰.

Les jeunes officiers grecs avaient suivi, jour après jour, et avec un grand intérêt, l'évolution de la révolution turque. Rentrés à Athènes, ils s'aperçurent que leurs camarades restés en Grèce, avaient eux aussi suivi passionnément les événements de l'Empire ottoman. Le lieutenant Théodore Pangalos, l'un des organisateurs de la révolution de 1909, qui deviendra en 1926, sous la République, dictateur, écrit dans ses *Mémoires*, qu'à l'annonce de la révolution jeune-turque, en juillet 1908, les lieutenants et sous-lieutenants dans les salles d'officiers à Athènes, s'écrièrent ouvertement qu'il était temps de suivre l'exemple turc³¹.

En octobre 1908, une "Ligue militaire" (*Stratiôtikos Sundesmos*) secrète fut formée, dans la maison de Pangalos, par des lieutenants et des sous-lieutenants. En janvier 1909, ils n'étaient encore que 25 conspirateurs. Grâce aux menaces du général Sevket, en avril 1909, ce nombre dépassa cent, en juin 1909, tous des lieutenants et sous-lieutenants, à l'exception de deux capitaines. Le 8 juillet 1909, le groupe secret des capitaines revenus de Macédoine, organisé sous la direction du chef d'escadron Pamikos Zymvrakakis et le groupe de Pangalos, s'unirent. Le 17 juillet, un comité directeur de neuf capitaines fut constitué. Au dernier moment, c'est-à-dire en août 1909, ils offrirent la direction de la Ligue militaire au colonel d'artillerie, Nicolas Zorbas.

La révolution éclata, comme dans l'Empire ottoman, c'est-à-dire non pas par un coup d'Etat proprement dit, mais par un pronunciamiento. Dans la nuit du 27 au 28 août 1909, la Ligue militaire s'installa tranquillement sur le terrain militaire de Goudi à l'est d'Athènes. (C'est la raison pour laquelle cette révolution est connue sous le nom de révolution de Goudi). Auparavant, dans la journée du 27, la Ligue avait envoyé une délégation de trois officiers auprès du premier ministre Dimitri Rallis pour lui remettre un ultimatum. Le premier ministre les avait chassés de son bureau. Ensuite, il s'était ravisé et avait envoyé

son fils voir Zorbas, lui dire que le gouvernement acceptait l'ultimatum. Trop tard, lui répondit Zorbas, la révolution est déclenchée.

Dans la nuit du 27 au 28 août, plus de 400 officiers et 2600 soldats se réunirent à Goudi, ainsi que quelques journalistes et étudiants révolutionnaires. Le roi Georges Ier agit comme le sultan Abdühamit II. Il préféra céder immédiatement, en acceptant les conditions des révolutionnaires, puisqu'après tout, ces derniers, n'exigeaient pas de lui qu'il abdique. En conséquence, après que le gouvernement Rallis eut donné sa démission, le dauphin Constantin fut destitué de la direction de l'armée et les princes Nicolas, André, Christophe, et Georges, furent éloignés de leur commandement. Puis, toutes les réformes pour une meilleure administration de l'Etat, furent acceptées: réformes pour une meilleure préparation militaire du pays; plus juste répartition de l'impôt; assainissement de la Justice et de l'administration; relèvement moral de l'Eglise; modernisation de l'enseignement de façon à le rendre utile pour la vie professionnelle et les besoins militaires du pays. Enfin, la Ligue militaire obtint que les ministres de la Guerre et de la Marine ne soient plus des civils, mais des militaires.

Comme les officiers du Comité d'Union et Progrès, les officiers grecs auraient pu former eux-mêmes le gouvernement, mais ils n'osèrent pas prendre une telle responsabilité. Comme leurs collègues turcs, ils appartenaient à la petite bourgeoisie, étaient des gens simples et non des penseurs. Ils ne possédaient pas de programme social très élaboré. Les réformes exigées dans leur ultimatum étaient présentées de façon très vague. Ils furent les simples agents d'une transformation sociale, dont ils furent peu conscients. La révolution de 1909 assura, en fait, le pouvoir politique à la bourgeoisie grecque.

Après avoir joué le rôle de tuteur, en contrôlant l'activité du gouvernement du roi, la Ligue militaire appela en Grèce, le 29 décembre 1909, le chef du gouvernement crétois, Eleuthère Vénizélos, qui devint premier ministre du royaume le 15 octobre 1910, et lança son pays dans les guerres pour la réalisation de la Grande Idée, aux dépens des Turcs.

L'échec de l'hellénoturquisme en 1908, fit que les deux révolutions s'affrontèrent dans une lutte armée acharnée qui commença en 1912, pour se terminer en 1922. A cette date l'Empire ottoman était mort et la Grande Idée aussi. Sur leurs ruines, (la Turquie étant devenue enfin un Etat-nation), Vénizélos et Atatürk, décidèrent à partir de 1928, de

réaliser l'autre terme de l'alternative, l'hellénoturquisme³² Entre temps, l'affrontement des deux révolutions avaient provoqué la chute de la monarchie ottomane en 1923 et celle de la monarchie grecque en 1924.

NOTES

¹ T. H. Papadopoulos, *Studies and Documents relating to the History of the Greek Church and People under Turkish Domination*, Brussels, 1952, pp. 143-145.

² Ap. Daskalakis, *Les oeuvres de Rhigas Vélestinlis* [ou Phéraiios], thèse complémentaire pour le doctorat ès-lettres, Paris, 1937, pp. 75 et suiv.

³ Ap. Daskalakis, "Thourios Hymnos: le chant de la liberté de Rhigas Vélestinlis", *Balkan Studies* (Thessaloniki), vol. 4, no. 2, 1963, pp. 339-340.

⁴ Niyazi Berkes ed., *Turkish Nationalism and Western Civilization. Selected essays of Ziya Gökalp*, London, George Allen and Unwin, 1959, pp. 72-73.

⁵ Sur l'influence de la révolution russe de 1905 dans l'Empire ottoman, voir Ivar Spector, *The first Russian Revolution. Its impact on Asia*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1962, pp. 51-76.

⁶ E. E. Ramsaur, Jr., *The Young Turks. Prelude to the Revolution of 1908*, New York, Russell and Russell, 1970, p. 25.

⁷ *Ibid.*, p. 124.

⁸ Feroz Ahmad, *The Young Turks. The Committee of Union and Progress in Turkish Politics, 1908-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1969, p. 12.

⁹ Tarik Zafer Tunaya, *Türkiye'de Siyasi Partiler (1859-1952)*, Istanbul, 1952, pp. 239-241 (trad. du titre: *Les partis politiques en Turquie, 1859-1952*).

¹⁰ Ainsi que le fait Feroz Ahmad, *The Young Turks*, *op. cit.*, p. 15.

¹¹ Ap. Daskalakis, *Les oeuvres de Rhigas Vélestinlis*, *op. cit.*, p. 75.

¹² Niyazi Berkes, *The Development of Secularism in Turkey*, Montreal, McGill University Press, 1964, p. 322.

¹³ Spyros Melas, *E Epanastasê tou 1909*, Athènes, Biris, 1957, 375 p. (trad. du titre: *La révolution de 1909*).

¹⁴ Alexandre Mazarakis — *Apomnêoneumata*, Athènes, Ikaros, 1948, pp. 85-86. (Trad. du titre: *Mémoires*).

¹⁵ *Ibid.*, p. 84.

¹⁶ Ion Dragoumis, *Osoi zôntanoi*, Athènes, Alexandrie, Nea Zoi, 1926 (1ère éd. 1911), p. 128 (Trad. du titre: *Ceux qui sont vivants*).

¹⁷ Diogenis Xanatalos, "The Greeks and the Turks on the Eve of the Balkan Wars. A frustrated plan", *Balkan Studies* (Thessaloniki), Vol. 3, no. 2, 1962, p. 287.

¹⁸ Ion Dragoumis, *op. cit.*, pp. 128-129.

¹⁹ *Ibid.*, p. 85.

²⁰ D. Xanatalos, *op. cit.*, p. 281.

²¹ Spyros Melas, *op. cit.*, p. 112.

²² *Ibid.*, p. 111.

²³ Pierre Renouvin — *La Crise européenne et la première guerre mondiale, 1904-1918*, Paris, Presses universitaires de France, 5e éd. 1969, p. 170.

²⁴ Apostolos Alexandris, *Politikai Anamnêseis*, Patras, Frangoulis et Varzanis, 1947, p. 23 (trad. du titre: *Souvenirs politiques*).

²⁵ *Ibid.*, p. 22, 27.

²⁶ *Ibid.*, p. 28.

²⁷ Dimitri Kitsikis, "Le Parlement et les transformations sociales de la Grèce, jusqu'au coup d'Etat militaire de 1967", *Histoire sociale-Social History*, (Ottawa), novembre 1970, p. 60.

²⁸ Sur ces deux bourgeoisies, voir: Dimitri Kitsikis, "De la Grèce byzantine à la Grèce contemporaine", *Encyclopaedia Universalis* (Paris), Vol. 7, 1970, pp. 1077-1085.

²⁹ Dimitri Kitsikis, "La Grèce entre l'Angleterre et l'Allemagne de 1936 à 1941", *Revue historique* (Paris), juill.-sept. 1967, p. 87.

³⁰ Douglas Dakin, *The Greek Struggle in Macedonia, 1897-1913*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1966, p. 377. Dakin écrit par erreur, Niazi Bey, au lieu de Dr Nâzim.

³¹ Th. Pangalos [Pagkalos], *Apomnêmonemata*, vol. 1er, Athènes, 1950, pp. 45-46 (trad. du titre: *Mémoires*).

³² Dimitri Kitsikis, "Les projets d'entente balkanique, 1930-1934", *Revue historique* (Paris), janv.-mars 1969, pp. 115-140.